



L'inceste. Elles en parlent mais qui leur répond ?

2024-04-14, Stéphane Riand

(PAR MEDIAPART)

Liminaire de L'1Dex

On en parle aussi en Valais, en Suisse romande et au Conseil national : a) Béatrice Riand, *Ces gens-là*, Éditions Slatkine, 2023; b) Postulat initié par Christophe Clivaz (Les Verts) et cosigné par 109 parlementaires fédéraux (tous partis congo

L'inceste, « tabou des tabous » ? Depuis plusieurs mois, dans un mouvement inédit, des femmes célèbres disent publiquement en avoir été victimes, emboîtant le pas aux milliers d'anonymes qui ont témoigné auprès de la Commission inceste. Mais la réponse et la volonté politiques restent indigentes.

En 2021, Camille Kouchner avait révélé dans *La Familia* grande l'inceste de son frère jumeau, par son beau-père, le politiste Olivier Duhamel. La voix de cette femme au patronyme célèbre avait déclenché une avalanche de témoignages, pour la plupart anonymes, sous le mot-dièse #MeTooInceste. On connaît la suite : la création de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise), et cette promesse faite par Emmanuel Macron : « On est là. On vous écoute. On vous croit. Et vous ne serez plus jamais seuls. »

On connaît aussi la suite de cette suite : le travail titanesque mené par la Ciivise pour recueillir des dizaines de milliers de témoignages, documenter ces violences, leurs conséquences – près de 10 milliards d'euros de coût chaque année pour la société – et formuler des préconisations. Puis l'éviction du juge Édouard Durand en décembre dernier, le fiasco de la « Civiise 2 », et les dizaines de recommandations qui semblent déjà enterrées.

En parallèle, de manière inédite, des femmes célèbres, actrices notamment, prennent la parole depuis plusieurs mois pour poser le sujet dans le débat public. Dans le sillage des pionnières qu'ont été Eva Thomas, en 1986, ou Christine Angot, autrice de *L'Inceste*, publié en 1999, qui vient de sortir un documentaire très médiatisé, *La Famille*.

« J'en ai assez qu'on invoque l'omerta autour de l'inceste. Ben non ! C'est plus élaboré que ça : les gens ne veulent pas savoir. Ils s'arrangent pour mettre des murs, comme dans *La Zone d'intérêt*, le film de Jonathan Glazer », a déclaré l'autrice dans *Le Monde*.

Emmanuelle Béart, Christine Angot, Vahina Giocante, Christine Citti, Corinne Masiero. © Photo illustration Sébastien Calvet / Mediapart

Dernière en date à avoir pris la parole publiquement, la comédienne Vahina Giocante a fait ces dernières semaines la tournée des médias pour promouvoir un livre, *À corps ouvert* (Robert Laffont), dans lequel elle raconte sa « réparation » après avoir été la victime de son père de ses 5 ans à ses 11 ans.

« J'ai l'impression de me répéter, me répéter, me répéter. Comme il a fallu le faire avec ma mère, pour qu'elle réalise que ce n'était pas un cauchemar, a expliqué l'actrice sur Canal+. On est en train de se dire collectivement : "C'est une réalité, c'est un fléau social qui dépasse l'entendement." Et je pense que les chiffres sont bien plus élevés que ce qu'on pense. »

« Incestuée »

L'ampleur et les ressorts de l'inceste, on les connaît notamment depuis les travaux de l'anthropologue Dorothée Dussy, autrice en 2013 d'un ouvrage de référence sur le sujet (*Le Berceau des dominations : Anthropologie de l'inceste* – épuisé et republié en 2021 chez Pocket). Alors que le sujet était miné depuis des décennies par un



grand malentendu scientifique – le fameux « interdit » ou « tabou » que l'anthropologue Claude Levi-Strauss, et Sigmund Freud avant lui, avait érigé en préalable des sociétés humaines –, les travaux de Dorothee Dussy ont montré combien cette théorie était fallacieuse. « L'inceste est partout dans notre ordre social, patriarcal, qui valorise les dominants. C'est un exercice érotisé de la domination », écrit-elle.

L'anthropologue a aussi estimé l'ampleur de ce qui est aujourd'hui reconnu comme un fait social majeur : « En Occident, sur une classe de 30 élèves âgés de 10 ans, en moyenne, un ou deux enfants (dans la plupart des cas, des filles) ont été "incestés" à la maison... et sur 60 millions, 3 millions vivent avec cette expérience ».

Pour la Ciivise, au total, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, soit 5,5 millions de Françaises. Vertigineux. D'autant plus que ces violences sont documentées de longue date, comme le montre le travail de Leïla Sebbar, dont le livre *On tue les petites filles*, publié en 1978, avait connu une large couverture médiatique.

Sur les plateaux, Vahina Giocante a parfois été exhortée à donner des détails, face à des journalistes qui semblent à chaque fois tomber de l'armoire. Comme si les témoignages n'existaient pas depuis des décennies. Comme s'il n'y avait pas eu #MeTooInceste. Comme s'ils découvraient à chaque fois le sujet.

« Ils sont où ces trois enfants par classe ? Ils n'ont pas de nom, pas de visage. Il faut qu'on ait un vrai réveil collectif, il faut les entendre et il faut les croire », a lancé Vahina Giocante sur le plateau de l'émission de France 2 « Quelle époque », suscitant la surprise du chroniqueur Christophe Dechavanne : « Encore maintenant ?! »

Oui, encore maintenant. En France notamment, pays rappelé à l'ordre en décembre dernier par des expertes de l'ONU pour les « traitements discriminatoires » infligés aux mères qui dénoncent les agressions subies par leurs enfants, et sont, par centaines, accusées de manipuler ces derniers.

Dans une de ses interventions, Vahina Giocante a dit autre chose de fondamentalement intrinsèque à l'inceste, au sujet de son père : « Cet homme, je l'aime. Un enfant qui est maltraité ou abusé ne cesse jamais d'aimer ses parents, il cesse de s'aimer lui-même. »

Ce sont ces liens avec les agresseurs, additionnés à la perspective de faire exploser une famille, qui rendent la révélation encore plus difficile que pour toute autre violence sexuelle. Et ce n'est d'ailleurs pas anodin si Emmanuelle Béart, qui avait pris la parole en septembre 2023 avec un documentaire très politique, a décidé de taire le statut de celui qui l'a agressée entre ses 10 ans et ses 14 ans. « Ça ne plaît à personne qu'on prenne la parole », « il y a aujourd'hui un paradoxe entre l'injonction de parler et l'incapacité d'écouter », avait déclaré l'actrice dans *Libération*.

Parmi celles qui ont révélé avoir été incestées, il y a aussi la comédienne Christine Citti, dans nos colonnes en février dernier, et sa consœur Corinne Masiero, dans un documentaire très fort diffusé sur France Télévisions en 2022, où un autre visage connu, celui de la militante et ex-conseillère régionale écologiste Loubna Méliane, était aussi apparu. « Incestuée » : c'est le mot forgé par Corinne Masiero pour décrire ce que lui a fait subir un de ses cousins alors qu'elle avait 8 ans, un traumatisme « dont on ne guérit pas », selon elle.

« Ordre social complaisant »

Dans la liste des révélations récentes, il faut aussi recenser celle de la cheffe et conseillère régionale (ex-Les Républicains) Babette de Rozières. Invitée sur France Télévisions le 25 mars aux côtés de l'actrice Judith Chemla et d'Adeline Toniutti, ex-professeure de chant de la « Star Academy », pour parler des violences conjugales qu'elles avaient subies, elle s'est subitement effondrée.

« Je ne savais pas que j'étais un enfant violé. C'est à 50 ans je me suis rendu compte que j'ai été un enfant violé,



un jour je me lève et je vois des choses incroyables », a-t-elle subitement lâché. Avant d'ajouter : « C'est la première fois que je raconte ça. »

Ces voix de femmes connues s'ajoutent à celles, nombreuses, qui, depuis plusieurs années maintenant, dénoncent la pédocriminalité : la pionnière – et relativement ignorée – Flavie Flament, puis Adèle Haenel, Vanessa Springora, et aujourd'hui Judith Godrèche, qui enchaîne les interventions sur les plateaux de télévision et devant des commissions d'enquête parlementaires. « Je parle, je parle, mais je ne vous entends pas », a-t-elle lancé lors de la cérémonie des César en février dernier.

Andréa Bescond, qui a connu le succès avec son spectacle Les Chatouilles, adapté au cinéma en 2018, s'est agacée, en écho, sur le plateau de « C à vous » le 25 mars dernier : « On parle encore de libération de la parole, mais on a tellement parlé, on ne fait que ça ! On parle, on argumente, on fait des spectacles qui sont pleins d'espoir, on écrit des livres qui sont pleins d'espoir, on fait ça avec intelligence, mais on en est encore là [...]. La société ouvre les yeux, mais ce sont des petits pas. »

Et c'est bien là le problème : à quoi sert de témoigner si rien ne se passe ? Emmanuel Macron l'avait promis lors de sa campagne pour sa réélection en 2022 : « Les recommandations [de la Ciivise – ndr] seront suivies d'effets. » Deux ans plus tard, on les attend encore. La mesure la plus visible ayant été la diffusion d'une éphémère campagne de communication nationale rappelant que « toutes les trois minutes, un enfant est agressé sexuellement en France », et appelant à signaler ces violences au 119.

Sur les 82 préconisations de la Ciivise, le gouvernement assure que « 41 » ont « déjà été initiées ». Pourtant, des documents recueillis par Mediapart mettent au jour l'inconsistance des mesures prétendument mises en œuvre, dont l'application paraît si peu effective que des expertes y voient « du pur affichage politique ». En cause notamment, le manque de moyens chronique des services publics de la police, de la justice, de l'Éducation nationale, de l'aide sociale à l'enfance et de la santé.

Peut-on encore parler de tabou quand tant de personnes dénoncent publiquement l'inceste et ses ravages ? Combien faudra-t-il de femmes qui parlent pour avoir une réponse politique à la hauteur ? Quand les enfants seront-ils systématiquement questionnés pour être « repérés » par les adultes censés les protéger (proches, enseignantes, médecins) ? Quand lesdits adultes alerteront-ils enfin pour les mettre à l'abri ? Et, enfin, quand les pères, les frères, les grands-pères, les oncles, les cousins, dans tous les milieux sociaux, ne se sentiront-ils plus autorisés à violer ces enfants, filles comme garçons, comme s'ils et elles étaient leur propriété ?

Il faut écouter Eva Thomas, membre de la première Ciivise, qui a longtemps « crié dans le désert ». « J'ai 81 ans, j'ai vécu une belle vie ensuite. C'est possible. À condition d'avoir une réponse correcte de la société », avait-elle dit à Mediapart. Dorothee Dussy l'avait formulé sur le plateau d'« À l'air libre » en 2022 : il n'y aura pas de rupture de paradigme en matière d'inceste « tant qu'il n'y aura pas une prise en compte d'un ordre social qui est complaisant tous azimuts ».